



Le Lien

Union
syndicale
Solidaires

Journal des Retraités-es

Sud Rail

n°83 - Octobre 2022

Editorial

« ALLO LA TERRE ? »

« Allô les Terriens ? Que se passe-t-il ? Vous êtes donc tous devenus fous ? » Ce sont les mots que pourrait nous adresser n'importe quel extra-terrestre, si d'aventure il lui prenait l'envie de survoler notre pauvre petite planète bleue, tellement n'importe quel être doué de raison serait effaré de constater ce qu'il s'y passe.

Parce que, en prenant un peu de hauteur, la vision d'ensemble n'est pas très jolie jolie, loin s'en faut. Partout dans le monde les valeurs humaines de tolérance et de respect d'autrui, de justice et d'un semblant d'égalité et de démocratie battent de l'aile, à force de coups d'état ou même d'élections régulières qui amènent satrapes, populistes ou authentiques fascistes au pouvoir. Certes une bonne dose de cynisme nous avait habitués que ce soit malheureusement la règle dans nombre de pays du tiers monde, victimes d'états faibles aux frontières floues héritées des méfaits de la colonisation. Pour évoquer un pays qui nous est cher, car nous sommes depuis longtemps impliqués dans une action qui a porté ses fruits et a tissé des liens d'amitié indéfectibles, le Burkina Faso sombre, comme hélas presque tout le Sahel dans la spirale des coups d'état sur fond de terrorisme et de banditisme (voir l'article dans ce numéro). Il suit en cela le mauvais exemple de son voisin malien, avec comme corollaire un appauvrissement et une insécurité grandissantes pour les populations avec la mainmise insidieuse des mafias russes intéressées par le pillage des ressources, comme le trop fameux groupe Wagner. Certes l'attitude de la France n'y a pas souvent été exemplaire, et nous avons à plusieurs reprises dénoncé les visées lucratives de groupes comme Bolloré qui, par-delà la propagande bien huilée du développement, ont surtout fait fructifier leur portefeuille. Mais nous ne pensons pas qu'un rapprochement avec des états voyous comme la Russie de Poutine soit une amélioration du sort des citoyens, bien au contraire.

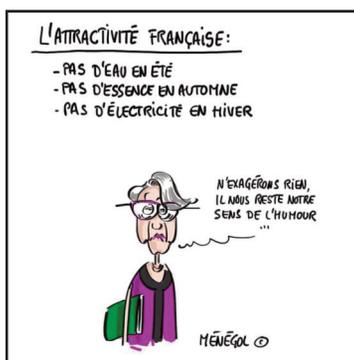
La Russie, parlons-en. Depuis le début de l'offensive contre l'Ukraine, et plus généralement contre l'Occident, la situation semble confuse, même si on ne peut qu'admirer l'héroïque résistance des Ukrainiens, qui, quelle que soit l'opinion qu'on puisse porter de leurs dirigeants, restent les agressés et les premières victimes d'un conflit qui aurait dû se régler par la négociation. Là comme ailleurs, les populations civiles en payent un lourd tribut, avec ce qu'il faut bien appeler des massacres et des actes de barbarie contraires à toutes les conventions de la guerre, et qui devraient valoir à leurs auteurs jugement et condamnation devant le tribunal international de la Haye. Mais le tyran de Moscou a choisi la fuite en avant, et perd progressivement pied avec la réalité, au point d'envoyer au casse-pipe les forces vives de son propre peuple tout en menaçant les pays voisins des foudres nucléaires. Qu'il bluffe ou pas,

la situation internationale est critique et à l'heure où nous écrivons une cessation des hostilités et une paix négociée ne sont hélas pas à l'ordre du jour.

Cerise sur un gâteau bien empoisonné, la destruction de l'oléoduc gazier a entraîné un déversement énorme de méthane dans l'atmosphère. Quand on sait que l'effet de serre de ce gaz est sur une période de 20 ans 80 fois plus puissant que celui engendré par le dioxyde de carbone, on se rend compte de l'ampleur de la catastrophe écologique à l'heure où l'humanité tout entière aurait un besoin vital de se serrer les coudes et d'agir ensemble pour sauver ce qui peut encore l'être. La guerre n'engendre que des malheurs, nous en sommes tous convaincus.

Et pour en rajouter, les élections récentes en Suède et en Italie ont amené l'extrême-droite au pouvoir, avec comme conséquence une dégradation prévisible de la situation sociale, du droit des immigrés et des femmes, une remise en cause de l'avortement... et un mépris ouvertement déclaré pour les questions climatiques. De même les Anglais, aux moeurs politiques décidément bizarres, ont remplacé le bouffon Johnson par un clone de Margaret Thatcher, encore plus ultralibérale et méprisante pour le peuple. Là aussi, l'exploitation à outrance des travailleurs et des ressources passera loin devant le bien-être du peuple et la cause de l'écologie. L'abjection de cette vipère va jusqu'à empêcher le nouveau roi de se rendre à la prochaine COP, alors qu'elle va autoriser le gaz de schiste et de nouvelles recherches pétrolières en mer du Nord. Son fanatisme ultralibéral qui ferait presque passer notre Empereur national pour un communiste est, signe d'espoir, en train de fédérer les plus grandes grèves que le Royaume désuni a connues depuis fort longtemps, avec des syndicalistes et des travailleurs qui ont pris la mesure du danger. Ajoutons à ce sombre tableau l'incertitude sur le résultat de l'élection présidentielle au Brésil. Si d'aventure le sinistre Bolsonaro devait l'emporter au deuxième tour, la forêt amazonienne et les Indiens n'auraient qu'à bien se tenir. Après ça il ne manquerait plus que Trump soit réélu en 2024 pour annoncer l'apocalypse !

Certes dans ce marasme ambiant il reste toujours des lueurs d'espoir. En témoigne l'héroïque lutte des femmes iraniennes, et plus largement de la jeunesse, contre le régime honni des mollahs. Mais il nous faut rester lucides : mal nommer les choses, c'est ajouter au malheur du monde, disait justement Albert Camus. Ce n'est qu'en étant pleinement conscients de l'ampleur des forces obscures à l'offensive que nous trouverons le courage et la détermination pour essayer de changer le cours des choses.



NARBONNE PLAGE :

UNE SESSION DECENTRALISEE 2022 REUSSIE !

Du 19 au 23 septembre dernier, près d'une cinquantaine de nos retraités se sont retrouvés dans le cadre enchanteur de la plage de Narbonne pour notre traditionnelle session décentralisée, qui a bénéficié de l'aide du syndicat de Montpellier.

Comme à l'accoutumée ce fut un moment de rencontre, de retrouvailles, de débats dans la plus grande convivialité. Le cœur de nos sessions, c'est bien entendu les débats sur des motifs syndicaux, politiques ou sociétaux. Et cette édition 2022 n'a pas dérogé à la règle, sur trois matinées riches en échanges.

Le 1er débat a porté sur l'arrivée de Robert Ménard à la mairie de Béziers. Thierry Ribo qui anime le journal web de « Envie de vivre à Béziers » avec le site

« <https://www.envieabeziers.info/> », publie un numéro par mois de 30 articles environ, écrits par un collectif qui décide des articles à passer. C'est « le » journal d'opposition à Ménard qui reçoit de 200 à 300 visites par jour. Toutes les associations biterroises y trouvent de la matière et de l'argumentation. Chaque semaine on y trouve un nouvel article d'actualité et tous les mois le journal participe à un débat sur Radio pays d'Hérault. <https://www.rphfm.org/>

Ménard est un fils de rapatrié d'Algérie, ancien gauchiste qui a travaillé pour Reporters sans frontières dont il s'est fait virer pour ses positions. Il devient maire de Béziers en 2014 après 3 ans de précampagne sur les thèmes : « A Béziers, trop d'arabes, trop de gitans,

trop de pauvres ». Il réunit 45% au 1er tour et à la faveur d'une triangulaire due à un règlement de compte à gauche est élu avec 47%. L'extrême-droite est forte dans la région suite à la présence de descendants de rapatriés. Elle a participé à la gestion de la Région dans les années 1990 grâce à une alliance avec la droite classique.

Ensuite, c'est le militant de VISA 34 (Vigilance et Initiatives Syndicales Antifascistes), Daniel Kuperstein qui à travers des articles et photos du « Journal de Béziers » nous a montré ce qu'était la politique du maire. VISA a été fondé par des syndicats (dont Solidaires) et des associations en 1996 pour lutter contre les idées de l'extrême-droite. Ils publient des brochures des tracts et des livres.

Le journal du maire crée des scandales avec des « unes » sur le grand remplacement, les migrants qui nous envahissent, les restos Kebabs qu'il faut déloger, les anciens de l'OAS dont on baptise les noms de rues, les écrivains négationnistes qui sont invités en grande pompe à la mairie pour des conférences, etc. Tout tourne autour des problèmes d'immigration et d'opposition entre les « bons blancs » et les autres qui sont montrés du doigt.

Localement, VISA dénonce la gestion ultralibérale de la ville avec par exemple la vente de biens publics au privé. La vision raciste du maire qui utilise le fichier des prénoms des enfants de l'école publique pour affirmer qu'il y a 64% d'enfants immigrés et que ça suffit, nous sommes envahis. Propos pour lesquels il sera condamné par la justice. Il embellit le centre-ville (où il habite), les Allées Paul Riquet, et en chasse les populations pauvres qui y résidaient pour y attirer les riches. Béziers après des décennies de désindustrialisation reste une ville avec 33% de gens vivant sous le seuil de pauvreté. Il a supprimé 300 agents municipaux et multiplié par trois la police municipale. Et la ville est surendettée.

Depuis les élections de 2020 et sa réélection au 1er tour avec 68% qui ne représentent que 30% des inscrits, Ménard est devenu le président de l'Agglomération avec 17 communes autour de Béziers. Les maires doivent composer avec lui pour avoir des moyens. Désormais le journal est devenu le « Journal du biterrois » qui est distribué gratuitement dans toutes les communes. Avec à chaque numéro ses provocations : la crèche à la mairie, la messe à la « féria » avec le préfet qui est convoqué à cet effet.

Il a fait installer des hauts-parleurs associés à des caméras pour interpellier les gens qui font des incivilités telles « Ramassez les crottes de votre chien ». Il voulait prendre l'ADN des chiens contrevenants pour attaquer leurs propriétaires mais n'a pu arriver à ses fins. Le machisme et le mépris des femmes, les insultes des opposants sont dans chaque numéro. Ces provocations sont souvent causes de poursuites au tribunal et sont condamnées. Mais comme c'est le Conseil Municipal qui vote, ce sont les finances de la commune qui paient.

Les livres de VISA : Lumières sur les mairies brunes 2 tomes
S'armer contre l'extrême-droite.

Merci à Michel Baro, de la section SUD-Rail retraité-e-s de Montpellier, habitant Béziers d'avoir organisé ce débat.

Mercredi la matinée a débuté par l'intervention des camarades du BF, Éric Decamps, Lionel Jorand et Emmanuel Grondein qui nous ont fait un état de la situation.

Avec la guerre en Ukraine, la situation ne donne pas de visibilité sur l'avenir et le poids de l'extrême droite renforce le camp libéral. A été souligné le rôle des retraités dans les syndicats pour renforcer et aider les équipes.

Dans les discussions avec la Direction, il y a une avancée sur la possibilité pour les contractuels d'utiliser enfin, les cabinets médicaux. Est également envi-



« Tous les articles du lien sont assumés et approuvés par le bureau de la liaison »

LES NOUVELLES DE LA LIAISON

sagé la possibilité d'accès des personnels des filiales dans la CPR, ce qui augmenterait le nombre de cotisants et permettrait une pérennisation, si cela se concrétise.

De nouveaux appels d'offres à la concurrence vont être lancés sur Nantes-Bordeaux et Lyon-Bordeaux. La SNCF pourrait concourir avec sa filiale Oslo, donc des cheminots « hors statut ». Les transferts, font que les cheminots sont cédés avec les lignes. De nombreux actifs ne voient plus d'avenir dans la SNCF et démissionnent pour aller voir ailleurs. Comme nous sommes en période préélectorale, nous sommes dans l'impossibilité de faire quoi que ce soit avec la CGT.

Il y a des grèves dans les chemins de fer en Grande-Bretagne, en Belgique et aux USA.

Ensuite 2 camarades du Bureau de la Liaison ont lancé le débat sur notre modèle social, comment il est attaqué de toute part. Les services publics sont transférés au privé, l'état de l'hôpital est déplorable alors qu'il n'y a jamais eu autant de richesses créées. Les gouvernements loin de faire perdurer ces services publics qui servent à protéger les plus faibles, les cèdent à des sociétés privées qui vont en tirer des profits au seul bénéfice de leurs actionnaires. De nombreux camarades sont intervenus et le débat a été passionnant.

Jeudi, nous avons regardé le film de

Marie-Monique Robin avec Juliette Binoche « La fabrique des pandémies » qui parle de la manière dont se transmettent les virus des animaux à l'homme en passant la plupart du temps par des animaux porteurs sur lesquels les virus sont inefficaces. Si ceux-ci se trouvent dans des zones fréquentées par les humains la contagion peut se faire. De nombreux exemples sont montrés et les attaques contre la biodiversité ne peuvent que favoriser la propagation. C'est sur ce problème de la biodiversité que la discussion a commencé et chacun a pu montrer comment dans son lieu de résidence la biodiversité est souvent réduite à néant et aussi comment les modes de culture d'exploitation des sols et des forêts entraînent une modification de l'environnement où les animaux, les insectes et les microorganismes du sol, par la destruction de leurs habitats, subissent des attaques irrémédiables. Disparition des oiseaux, suppression des haies, monoculture, utilisation intensive d'engrais et de pesticides, méthaniseurs immenses, voici des exemples qui ont été cités.

Pour ceux qui utilisent internet, on peut toujours voir le film en replay sur la chaîne outre mer 1ère. Inscrire « La fabrique des pandémies » sur la barre de recherche.

Nous ne pouvons que regretter que bien des camarades ne participent pas aux

débats alors que c'est la raison principale de l'organisation de nos sessions.

Les après-midi étaient consacrés soit à la détente, soit à la visite des sites emblématiques de la région. Malheureusement l'extrême sécheresse encore présente sur le littoral méditerranéen nous a empêchés de suivre le programme prévu, avec notamment un circuit dans la montagne de la Clape et ses vignobles, suite à un arrêté préfectoral d'interdiction. Nous nous sommes donc rabattus sur la visite fort intéressante des salins de Gruissan, avec un guide sympathique et efficace. Nous sommes d'ailleurs repartis avec deux bourriches d'huîtres juste sorties de la mer, et donc d'une fraîcheur et d'un goût exceptionnels, et nous y avons fait honneur le soir même. Car nos sessions sont aussi l'occasion de déguster des mets locaux dans l'échange et la convivialité, et nous remercions ici notre équipe de cuisine qui a aussi permis la réussite de cet événement.

Pour la session 2023 nous envisageons de revenir aux dates de fin de printemps, entre l'Ascension et la Pentecôte, car il semble que nos adhérents soient plus disponibles à cette période qu'en Septembre. Nous vous tiendrons informés dès qu'une date et un lieu auront été arrêtés.



IL N'Y A PAS QUE LES VACHES QUI REGARDENT PASSER LES TRAINS !

Août 1973, dernier train voyageurs SNCF sur la Rive Droite du Rhône. Le département de l'Ardeche devenant ainsi le seul sans ce type de transport en commun.

49 ans plus tard, la réouverture très partielle de ce service est effective entre les gares de Nîmes-Centre et Pont-Saint-Esprit depuis le 29 août 2022. Une renaissance ? Plutôt un accouchement dans la douleur ! Avec un gout de farce amère pour les usagers... mais cela mérite quelques explications.

Nous sommes au Moyen-Age, d'un côté la région Occitanie, de l'autre, la région Auvergne Rhône-Alpes avec des frontières administratives bien réelles et les luttes intestines qui vont avec... A leur tête les notables guerroyaient pour affirmer le caractère de leur région respective. Ainsi Occitanie se bat pour son chemin de fer alors que Auvergne-Rhône-Alpes le combat. A la première revient l'initiative de projets de réouvertures de lignes ferroviaires au service voyageurs dès le début des années 2000. A la seconde le refus du train, le potentat d'Auvergne Rhône-Alpes, Laurent Wauquiez, préférant laisser toutes les initiatives de transport aux lobbies routiers privés.

La région Occitanie finalise son projet de réouverture et les trains de voyageurs roulent

à nouveau depuis le 29 août 2022 entre les gares de Nîmes-Centre et Pont-Saint-Esprit via Avignon-Centre mais seules deux gares de la Rive Droite sont desservies.

Seulement il y a un hic : la ligne SNCF de la Rive Droite du Rhône (Givors-Canal/bif de Grézan ou Lyon/Nîmes pour simplifier) est longue de 255 km. Elle est parallèle à la ligne Lyon-Marseille de la Rive Gauche du même fleuve. Ces deux lignes sont raccordées à plusieurs endroits par des communications qui enjambent le Rhône permettant de délester l'une ou l'autre en cas d'incident, accidents, travaux... Coté Rive Droite, seules les gares de Saint-Péray et Le Teil conservent des installations « Voyageurs » minimales pour

accueillir TER et TGV en cas de détournement, et ça arrive de temps en temps. Depuis la fermeture au trafic voyageur en 1973, la SNCF s'est évertuée à simplifier les installations pour réduire les coûts d'entretien. Les appareils de voie ont été démontés, les voies de services retirées, les bâtiments inutiles abattus ou vendus... Cependant il s'agit bien d'une ligne ferroviaire à grand gabarit, équipée en double voie, électrifiée en 1 500 volts et cantonnée en BAL. Son parcours sinueux est limité en vitesse certes, mais elle est sous-utilisée car ses équipements supporteraient allégrement une nette augmentation du trafic par rapport à celui d'aujourd'hui. Mais c'est le cas de plusieurs autres lignes SNCF, exemple la Maurienne pour n'en citer qu'une. On attend plus que les décisions politiques en matières de développement du transport fer-



roviaire pour remettre les camions sur les trains... et les voitures au garage ! Sur le parcours où circulent à nouveau depuis le 29 août des trains de voyageurs (82 km), seules deux gares sont desservies : Bagnols-sur-Cèze et Pont-Saint-Esprit. Les gares et les populations de Remoulins, Marguerittes, Aramon, Villeneuve-lès-Avignon, Roquemaure et Laudun-L'Ardoise sont délaissées pour le moment faute d'installations de sécurité. Quant à la gare de Pont-Saint-Esprit, terminus (provisoire ?) de la desserte ferroviaire voyageur voulue par la région Occitanie, il y est impossible d'y garer les rames ou de leur faire faire demi-tour !!! Qu'à cela ne tienne, avec la complicité de la SNCF, la solution est vite trouvée : aller les faire tourner 36,9 km plus loin à la gare du Teil qui est mieux équipée pour réceptionner des trains de voyageurs...

On aurait donc pu concevoir dans un

premier temps une vraie desserte voyageurs sur le parcours Nîmes/Le Teil. Mais la bêtise humaine en a décidé autrement...

Comme au Moyen-Age, les notables locaux s'entredéchirent. Occitanie : « non, ces trains sont à nous pas question qu'ils desservent des gares étrangères » !!! Car après Pont-Saint-Esprit (Gard), on rentre en Ardèche... sur les terres à Wauquiez

Président d'Auvergne-Rhône-Alpes qui fait dire à ses sujets ardéchois mécontents qu'il ne mettra pas un sou dans le ferroviaire... pour le moment... et qu'ils n'ont qu'à regarder passer les trains... VIDES !

Résultats : Depuis le 29 août 2022, 6 à 7 circulations A/R sont mises en service desservant une gare de la Rive Gauche : Avignon-Centre et deux gares de la Rive Droite : Bagnols-sur-Cèze et Pont-Saint-Esprit, 5 autres gares étant ignorées. Avec un parcours à vide des rames de Pont-Saint-Esprit au Teil pour passer la nuit dans cette gare et/ou y faire demi-tour, soit 80km environ AR où les gens vont effectivement regarder passer les trains alors que des décisions intelligentes auraient pu permettre un attrait supplémentaire pour les localités de Bourg-Saint-Andéol, Viviers-sur-Rhône et Le Teil en offrant aux usagers d'y venir en trains....

Bon, ne crachons pas dans la soupe, c'est un début et même s'il est ridicule, souhaitons que cette desserte progresse vite en tenant compte des avis des populations locales. D'ailleurs quelques signes d'espoirs apparaissent. Ainsi Wauquiez, sentant que son mépris du chemin de fer risque de lui faire quelques ombres vient de s'engager à ouvrir aux voyageurs les gares du Teil, de Viviers et Bourg-Saint-Andéol... en 2024 ! Mais encore plus fort, il projette la réouverture des gares de Cruas et du Pouzin pour rejoindre Valence (Ville et TGV) et Romans... en 2026 !

Par contre rien sur le secteur nord de la Rive Droite entre La Voulte et Givors (135 km)... A moins que les forces populaires ne se fassent enfin entendre et provoquent les décisions. Sud-RAIL et Solidaires en font-elles partie ?

Une canicule éminemment politique

La précocité et l'intensité de la canicule actuelle démontrent à quel point l'heure n'est plus à la transition écologique mais à une écologie de rupture, sans transition. Alors qu'à l'ombre de cet événement sont tapies nombre d'injustices, il est temps de cibler les véritables fossoyeurs du climat.

À l'instar des sempiternelles images d'enfants jouant dans l'eau pour illustrer dans les médias ces funestes épisodes climatiques, la canicule revient avec ses poncifs sémantiques.

Ainsi, un slogan depuis peu répandu assure que l'humanité dispose de trois années pour contrer les dérèglements climatiques. Mais, au contraire, nous avons au moins 30 ans de retard face à l'urgence climatique.

Cette fausse idée provient d'une interprétation hâtive, en avril dernier, du dernier rapport du Giec de la part de l'AFP, titrant et véhiculant l'idée « qu'il nous reste trois ans ».

Pour rester sous un réchauffement global de + 1,5 °C, les émissions de gaz à effet de serre doivent atteindre un pic au plus tard d'ici à 2025 – dans trois ans, donc. Puis elles doivent diminuer de moitié d'ici à 2030. Ce qui signifie qu'il faut une action immédiate. Et non pas que nous pouvons encore attendre 2025 pour réagir avant la catastrophe.

Pour une écologie sans transition :

En corollaire de ce retard en matière d'action climatique, nous n'avons désormais plus le temps d'effectuer une « transition » écologique et énergétique. Les rejets de CO2 continuent inexorablement d'augmenter et les grands

groupes énergétiques mondiaux prévoient en moyenne d'accroître de 20 % leur production de pétrole, de gaz ou de charbon d'ici à la fin de la décennie.

Des prévisions de croissance mortifères, à contre-courant des scientifiques qui martèlent que pour limiter le chaos sur Terre lié aux dérèglements climatiques, il faudrait laisser dans nos sous-sols 80 % des réserves de charbon, la moitié de celles de gaz et un tiers de celles de pétrole.

Nous avons dès aujourd'hui, pour nourrir nos imaginaires d'émancipation, une « écologie du démantèlement » à inventer.

L'heure est à l'écologie sans transition. À une écologie de la fermeture.

Comment fermer et faire le deuil social d'une centrale à charbon ou d'une station de ski qui ne bénéficie plus d'assez de neige pour maintenir ses pistes ? Comment se réapproprier les dépôts de fuel ? Que faire des pipelines, des centrales nucléaires, de milliers d'hectares de terres rendues infertiles après des années d'agroproductivisme très dépendant des énergies fossiles ?

Nous avons dès aujourd'hui, pour nourrir nos imaginaires d'émancipation, une « écologie du démantèlement » à inventer.

À l'ombre de la canicule, des injustices criantes :

L'actuelle vague de chaleur charrie également son lot d'injustices, tapies dans l'ombre médiatique.

Des injustices sociales tout d'abord. Lors de la canicule de 2003, la Seine-Saint-Denis, département le plus pauvre de France métropolitaine et où les personnes immigrées représentent près d'un tiers de la population, a été parmi les plus touchés, avec une surmortalité de + 160 %. Un chiffre terrible qui s'explique entre autres par les conditions de vie des habitantes : logements surpeuplés, vétustes et mal isolés, pollution de l'air, manque d'espaces verts, difficultés d'accès aux soins, etc.

Injustice générationnelle ensuite. En septembre 2021, une étude publiée par la revue Science démontrait encore que les enfants nés en 2020 subiront sept fois plus de vagues de chaleur ainsi que deux fois plus de sécheresses et d'incendies de forêts qu'une personne née en 1960.

Injustice de genre et d'origine enfin. Lorsqu'une catastrophe climatique frappe un territoire, le risque de décès est 14 fois plus élevé pour les femmes. Elles doivent aussi faire face aux vio-



Une femme marche dans le quartier populaire des Mironniers à Marseille, le 30 août 2021. © Photo Nicolas Tucac / AFP

...Une canicule éminemment politique

lences sexistes et sexuelles accrues lors de ces situations d'extrême vulnérabilité.

Quant aux nouveaux projets d'extraction fossile, ils reposent souvent sur des logiques de domination coloniale, et in fine racistes. Les actuels mégaprojets de la compagnie Total en matière d'extraction de gaz et de pétrole se situent respectivement au large du Mozambique et en Ouganda, dans la région des Grands Lacs.

Qui imaginerait une entreprise étrangère forer 400 puits dans le parc national des Écrins et ériger un pipeline de plus 1 400 kilomètres à travers la France – des infrastructures que prévoit le projet de Total en Ouganda ?

Mettre en lumière les fossoyeurs du climat :

Face à la catastrophe climatique, Amélie de Montchalin, ministre de la transition écologique, s'est pour l'instant surtout illustrée pour son appel aux Français·es début juin à baisser leur climatisation. Quant à la ministre de la transition énergétique, Agnès Pannier-Runacher, elle a pour sa part exhorté le 24 mai à faire attention à ne pas « envoyer un mail un peu rigolo à nos amis avec une pièce jointe » afin de sauver la planète.

Cette vision de l'écologie reflète avant tout le triomphe de la logique libérale dominante : l'individualisation de la

responsabilité. Et cette importance démesurée accordée aux comportements des individus permet d'invisibiliser la structure sociale de la crise climatique. De masquer les moteurs de l'embrassement de la planète. En somme, de détourner notre attention politique des véritables fossoyeurs du climat.

La compagnie pétrogazière Total émet à elle seule chaque année autant de gaz à effet de serre que l'ensemble de la population française. La firme est au courant de la nocivité climatique de ses activités industrielles depuis 1971. Et dans les années 1990, comme l'a révélé Mediapart, Total a saboté une mesure européenne d'envergure qui a fait perdre des décennies à l'action climatique. À lire aussi Comment le sabotage d'une mesure européenne par Total a fait perdre 30 ans à l'action climatique

3 juin 2022
Le nouveau plan « climat » de la multinationale prévoit d'allouer 70 % de ses dépenses d'investissement au gaz et au pétrole. Pis, tandis qu'elle continue d'attiser les flammes du réchauffement global, l'entreprise profite de milliards d'euros d'aides publiques : aides Covid, plans de relance, plan France 2030, aide inflation, aides européennes. En parallèle de l'inaction gouvernementale face à ce criminel du climat, les disparités climatiques se creusent entre ultrariches et ménages modestes.

Les 63 milliardaires français ont à eux seuls une empreinte carbone équivalente à celle de la moitié de la population française. Symbole ultime de ce mépris climatique, le jet privé de Bernard Arnaud, troisième fortune mondiale, a émis, rien que durant le mois de mai 2022, autant de CO2 qu'un habitant de l'Hexagone en 17 ans.

En pleine campagne pour le second tour des élections législatives, les Jeunes avec Macron ont publié ce mercredi une vidéo, vite supprimée après les railleries qu'elle a suscitées, où, dans un futur proche, la Nouvelle Union populaire, écologique et sociale (Nupes) aurait remporté le suf-

frage.

Dans une rue de Paris, une jeune femme s'effare de ne pas pouvoir partir en avion pour un week-end à Marrakech, le ministre de l'écologie ayant supprimé les vols low cost hors d'Europe.

Au-delà de cette panique bourgeoise, c'était vite oublier qu'à cause de l'actuelle vague de chaleur, les météorologues prévoient pour ce week-end les mêmes températures à Paris qu'à Marrakech.

Une canicule éminemment politique, pour sûr.

Mickaël Correia (Mediapart)

PETITS BILLETS D'HUMEUR

Et maintenant c'est au tour des alouettes ...

Alors que le monde court à sa perte, il est une décision prise récemment par notre président de la République dernier qui vaut son pesant de conneries ...

Le 7 octobre dernier Macron a signé 4 décrets pour autoriser la chasse de 106 500 alouettes des champs dans les départements 33, 40, 47, 64 en utilisant des moyens de chasse « traditionnels » : filets et cages !

Il sait que ces décrets sont illégaux, contraires aux directives européennes et régulièrement retoquées par le Conseil d'Etat mais il veut faire plaisir à ses amis.

Et ses décrets du vendredi sont applicables dès le samedi ...

Donc week-end noir pour les alouettes des champs qui ont déjà perdu la moitié de leurs effectifs depuis 1980 ...

Vraiment très malade notre monde !



LE TRAVAIL NE PAIE PAS !

Des primes qui minent le modèle social français

Pour beaucoup de familles, la rentrée se tient sous le signe de la chute du pouvoir d'achat, que les mesures de cet été ne compenseront pas.

Venant de responsables qui ne cessent de vilipender les assistés et n'ont que le mot « travail » à la bouche, le renversement idéologique ne manque pas de piquant... au moins en apparence.

Avec une inflation à 6,8 % attendue pour cette année), notamment pour les produits de première nécessité, un pouvoir d'achat des salariés qui a chuté de 3 % en un an, Macron ne pouvait rester inactif.

Il serait nécessaire de rétablir l'échelle mobile des salaires, ce qui permettrait d'augmenter au même rythme que les prix. Lancée en 1952 par Antoine Pinay - un homme de droite - la loi instaurant cette pratique a fonctionné jusqu'en 1982, date à laquelle F. Mitterrand et le ministre des finances Delors l'ont jetée au panier. Même si les rémunérations mettaient un temps certain avant leur mise à niveau, globalement, elle protégeait les salariés. Cette mise à mort sonnera le début d'un nouveau partage des richesses produites, en faveur des profits et au détriment des salaires. La part de ces derniers dans la valeur ajoutée est passée de 74,1 % en 1982 à 63,5 % en 1998. Elle ne remontera jamais au pic de 1982, et elle atteint 65,4 % en 2019.

M. Macron a préparé un panier de mesures qui évite toute croissance générale des rémunérations. Seule exception, le point d'indice servant à calculer le traitement des fonctionnaires est relevé de 3,5 %. La revalorisation, est bien en dessous de l'inflation de l'année, avec cet indice bloqué depuis 2010 (sauf pour une courte parenthèse 2016-2017). Avec la hausse des prix, il a perdu 17,6 % de sa valeur en vingt-deux ans un fonctionnaire qui touchait 1 000 euros en 2010 ne reçoit aujourd'hui que l'équivalent de 820,40 euros. On s'étonne ensuite de ne plus trouver d'infirmières ni d'enseignants — parmi les plus mal payés en Europe.

« C'est mieux que rien »

Ministres et chroniqueurs nous expliquent que ça va coûter 7,5 milliards d'€. Pas une voix ne s'élève pour dire ce que représente, par exemple, la baisse des impôts de production pour les entreprises : 8 milliards d'€. Et quel est l'utilisation de cette manne. Nous aurons quelques « boucliers » tarifaires (loyers, gaz), et une baisse de 30 centimes du litre d'essence jusqu'à la fin octobre, de 10 centimes pour les deux mois suivants, mais le gouvernement ne touche pas aux impôts indirects indexés sur les prix à la pompe, ni aux superprofits encais-

sés par les compagnies pétrolières. Il limite à 4 % la hausse du tarif de l'électricité jusqu'à la fin de l'année, mais contraint EDF à fournir 40 % de sa production bon marché à ses concurrents, plutôt que d'en faire bénéficier les usagers.

Il augmente de 4 % les retraites de base, dont les bénéficiaires avaient perdu 11,2 % de pouvoir d'achat depuis 2014, ainsi que le RSA, essentiellement payé par les collectivités locales. Pour le reste, M. Macron encourage les employeurs à verser une prime L'annonce à grande pompe de son triplement (3 000 euros) ressemble fort à de la publicité mensongère, le montant moyen réellement reçu par les 15 millions de salariés (sur vingt-sept millions) qui en ont bénéficié en 2019 n'ayant pas dépassé 542 euros. La décision d'élargir encore la défiscalisation des heures supplémentaires relève tout autant de la mystification.

Ces mesures masquent un nouveau recul social : avec les RTT les salariés sont incités à troquer leurs journées de repos pour un peu d'argent. Cela concernera d'abord les travailleurs les plus pauvres qui exercent des emplois parmi les plus harassants. Voilà comment on contourne en douceur la loi sur les 35 heures, jamais digérée par le patronat.

Plus insidieux, le recours systématique aux primes qui dépendent du bon vouloir de l'employeur et ne sont donc pas pérennes. Pour les salariés, elles n'ouvrent aucun droit et sont exclues du calcul des indemnités de congé maladie ou de maternité, des pensions de retraite et des allocations de chômage. Pour les caisses de la protection sociale et celles de l'État, elles représentent un manque de recettes considérable. Comme quoi on peut se dire inquiet de la dette et organiser les déficits.

Ces exemptions dont une partie est étendue aux travailleurs indépendants, creusent les déficits de la Sécurité sociale et de l'assurance-chômage. Des « trous » qui seront compensés par des réductions de prestations aux conséquences incalculables pour les familles, notamment aux revenus les plus modestes. En clair, le pouvoir reprendra demain ce qu'il vient de concéder aujourd'hui.

Le mouvement est engagé de longue date. Les premières exonérations de charges patronales sont apparues dès 1993, par Édouard Balladur. Depuis, onze premiers ministres et quatre présidents de la République — de gauche et de droite — se sont

succédé et aucun n'a inversé la tendance. Désormais, l'employeur ne paie plus aucune cotisation sur le smic, à l'exception de l'assurance-accident du travail dont le montant dépend des branches. De plus, les patrons se sentent si forts face à des syndicats affaiblis qu'ils ont établi des grilles salariales comportant des indices de base inférieurs au smic. En 2020, 16 % des branches professionnelles étaient dans ce cas. En 2022, elles sont 70 % !

La moitié des employés du secteur privé et des entreprises publiques gagnent moins de 2 005 euros net par mois et 80 % moins de 3 000 euros net — tous font l'objet d'un allègement de cotisations patronales, dégressif jusqu'à 2,4 fois le smic. Les employeurs ont donc intérêt à ne pas dépasser ce seuil. Cette trappe à bas salaires a des conséquences sociales évidentes, mais aussi économiques. En témoignent les difficultés à recruter dans les secteurs vitaux de services aux personnes âgées ou aux enfants, par exemple. Devant la pénurie, le gouvernement a trouvé deux remèdes : réformer l'assurance-chômage pour contraindre les demandeurs d'emploi à prendre n'importe quel emploi, quitte à développer les primes d'activité, et à réduire les exigences professionnelles pour certains postes, dans les crèches notamment.

La logique de ce marché : baisser le « coût du travail » pour accroître les profits du capital. Moins le travail paie et plus l'actionnaire final gagne. Et cela se fait à coups de dérèglementations, de défiscalisation, de « définitivement » de la protection sociale et... de primes pour rendre le tout supportable. Les pauvres devront se contenter de produits bas de gamme, de coupons de réduction dans les hypermarchés ou de charité. Ainsi, le modèle français, fondé sur la solidarité collective est attaqué de l'intérieur. Petit à petit, il se délite et menace d'imploser, à l'image de ce qui s'est produit avec l'hôpital public, aujourd'hui en état de délabrement avancé. Le sort des générations futures dépend de la capacité des travailleurs et de leurs organisations à enclencher une lutte pour stopper cette course contre les revenus des travailleurs et des retraités.

Tiré du Monde Diplomatique de Septembre 2022

ATTAQUES CONTRE LES TRAVAILLEURS

Maintenant réélu, le camp Macron s'est lancé dans des attaques tout azimut contre les salariés, les chômeurs et les retraités.

La réforme des retraites veut être le marqueur de ce nouveau quinquennat, en opposition à toute logique puisque le COR (Comité d'Orientation des Retraites) affirme qu'il n'y a aucun manque de financement. Le déficit ponctuel constaté est entièrement dû à la réduction ou suppression des cotisations patronales sur les salaires jusqu'à, 2 686,32 €/mois ce qui génère des pertes de revenus pour les caisses de la Sécu, de la CAF, AT, et des retraites.

Il veut négocier afin de tenter de diviser les syndicats et pour essayer de trouver avec les « Républicains » une majorité pour voter son texte. Son projet : prolonger la durée de cotisation et imposer l'âge limite pour pouvoir partir à 64 puis 65 ans.

Pour l'assurance Chômage, il est prévu d'augmenter le nombre de mois travaillés pour obtenir les droits à indemnisation et de procéder par décret pour modifier cette durée selon l'activité économique par exemple. Le gouvernement aurait toute latitude pour décider quels seraient les revenus auxquels le chômeur pourrait prétendre après qu'il a perdu son travail. Le but étant de les obliger à accepter n'importe quel travail à n'importe quel prix.

Inflation et perte de pouvoir d'achat.

La majorité de la population subit l'augmentation des carburants et des moyens de chauffage à venir pour cet hiver et une inflation de près de 7%. L'alimentation, notamment les produits frais sont à des prix astronomiques du fait de la sécheresse de l'été. La baisse de nos revenus n'est pas compensée par l'augmentation de 4% de nos pensions alors que l'inflation s'élève à 7%. Cela ne nous fera pas oublier leur blocage depuis 8 ans qui a fait chuter notre pouvoir d'achat d'au moins 11% selon l'INSEE (dont l'indice ne l'oublions pas est truqué, voir Le Lien n°81 page11).

En ce moment où les actionnaires des groupes pétroliers et gaziers se gavent

de milliards grâce à l'augmentation de l'essence, c'est une augmentation d'au moins 400€ de nos pensions et des salaires que nous devons imposer. Mais afin de ne pas se battre pour les plus aisés des salariés, c'est d'une augmentation en somme uniforme que nous devons exiger. Car 4% de 1200€ cela fait 48€ mais pour un salaire de 5000€ cela fera 200€. Et cela a aussi un super avantage : c'est d'unir tous les salariés derrière une revendication unique d'un bout à l'autre du pays et de quelques entreprises ou services publics que l'on soit. Condition indispensable pour être assez forts pour gagner contre un patronat toujours uni.

LES RICHES CAPTENT 82% DES RICHESSES



Les travailleurs des raffineries ont commencé il y a plus de 3 semaines une lutte pour leurs salaires, jugeant indécentes les profits des actionnaires. Ils refusent que leur travail ne serve qu'à grossir les profits, ils veulent le partage de la « valeur ajoutée ». Suite à l'arrêt de la production, les pénuries se sont développées sur tout le pays et les patrons ont commencé à lâcher du lest. Mais avec l'aide de certains syndicats qui se sont opposés à la grève, celle-ci est devenue moins forte ce qui a permis au gouvernement de s'attaquer à la grève par des réquisitions.

Enfin d'autres corporations s'y mettent.

C'est au bout de ces 3 semaines et suite à ces réquisitions que certaines fédéra-

tions, dont la CGT Cheminots et SUD-Rail, les syndicats de la RATP et du commerce ont décidé d'appeler à la grève à partir du 18 octobre, avec la possibilité de la reconduction par les AG. Les travailleurs du Nucléaire s'y sont déjà mis, ce qui va impacter la production d'électricité d'ici quelques jours. A l'heure où nous écrivons, nous ne savons pas ce que donnera ce mouvement. Mais il est sûr que, avec le mécontentement qu'ont provoqué les hausses du prix des produits de 1ère nécessité, avec le sentiment que tout augmente sauf nos salaires et nos pensions, l'essence et le gaz, mais aussi les attaques que le gouvernement initie

contre les chômeurs et les retraités, ce pourrait être l'amorce du renforcement des luttes. Nombre de personnes sont venus le montrer en étant dans la rue dimanche 16/10 derrière la NUPES.

Pour qu'une vraie lutte démarre, cela passe parfois par des hésitations, mais il est nécessaire que les travailleurs reprennent confiance dans leur force et de la possibilité de vaincre. C'est ce qui pourrait se passer au cours des prochaines semaines, des prochains mois.

C'est tout ce que nous pouvons souhaiter. En tant que retraités SUD-Rail, pratiquons la solidarité de classe. Rapprochons-nous de nos camarades actifs en participant à leurs actions et en manifestant avec eux. Joindre notre force à la leur pour gagner ensemble.

(Article écrit le 17 octobre ...)

UN « POGNON DE DINGUE »

... pour les entreprises.
Des chercheurs lillois chiffrent à au moins 157 milliards d'euros par an les aides publiques à destination des entreprises, ce qui en fait le premier poste du budget de l'État.

PARTICIPER A LA COUPE DU MONDE DE FOOT AU QATAR C'EST DIRE OUI A L'ESCLAVAGE, OUI A LA DESTRUCTION DE NOTRE CIVILISATION

Le 2 décembre 2010, l'organisation de la coupe du monde de foot est attribuée au Qatar, pays à peine plus grand que l'Île de France avec 2,5 millions d'habitants situé à l'est de la péninsule arabe, en plein désert... mais un des pays les plus prospères au monde grâce notamment à son gaz et pétrole.

Dès le lendemain de cette attribution, de forts soupçons de corruption à grande échelle sont dénoncés. De Sepp Blatter à Platini, de Zidane à Sarkozy et la clique princière du Qatar sans oublier les nombreuses délégations nationales arrosées de pot de vin... La coupe du monde au Qatar a-t-elle été achetée ? La justice tranchera (peut-être), mais après l'évènement, le marché étant trop juteux.

Très rapidement les entreprises « habilitées » dont des françaises, affluent pour présenter leurs projets de stades grandioses, hôtels de luxe, aéroport, construction de villes, lignes de métro ou autres œuvres pharaoniques à créer en plein désert...

Seulement le Qatar, ne dispose pas de main-d'œuvre. Il met donc en place une politique favorisant la venue de nombreux travailleurs migrants d'Asie et d'Afrique attirés par les opportunités de travail leur permettant d'améliorer leur existence et celle de leur famille. Ainsi plus de deux millions et demi de travailleurs sont arrivés du Népal, d'Inde, du Pakistan, du Bangladesh, du Sri Lanka, des Philippines, du Kenya... pour vivre et travailler au Qatar dans des conditions de misère frisant l'esclavage. Ils sont maltraités, exploités. Les conditions de travail sont indignes : surcharge extrême, manque de repos, insultes, gifles, crachats, viols... Les employeurs sont tout puissants : confiscation des passeports, interdiction de quitter le pays ou de changer d'emploi sans autorisation. Syndicats interdits. Malgré quelques assouplissements et la suppression de la « Kafala » loi moyenâgeuse qui enchaînait les travailleurs à leur employeur, les améliorations ne profitent que très peu aux travailleurs qui de plus ne sont pas toujours payés.

Le Qatar veut un décor de rêve pour cet évènement et en mettre plein la vue au monde entier... Or derrière les paillettes se cache une toute autre réalité. Le temps pressant, pas question de s'attarder sur les droits humains.

Le journal britannique « The Guardian » chiffrait à plus de 6500 travailleurs morts entre 2010 et 2020. Et encore cette étude ne concernait qu'une partie des pays d'origine de ces migrants. De plus les familles endeuillées peuvent difficilement récupérer les corps ou doivent verser de grosses

sommes y compris pour rembourser les frais de migrations. Malgré les nombreuses informations qui établissent un lien entre la mort de ces travailleurs et leurs conditions de travail dangereuses, les autorités qatariennes n'ont mené aucune enquête exhaustive sur les réelles causes des décès. Donc pas d'indemnités versées par les employeurs ou les autorités du pays aux familles. Avant même la tenue de l'évènement, une chose est sûre la Coupe du Monde de foot au Qatar est déjà un immense cimetière ! Mais ce qui est dramatique c'est que depuis au moins huit ans, des ONG, des syndicats, une partie de la presse internationale alertent sur la situation de ces travailleurs sacrifiés...

A cette hécatombe humaine, ajoutons l'autre catastrophe pour le climat et l'environnement. Le Mondial 2022 sera profondément anti écologique. Avec ses villes au milieu du désert, le Qatar est un miroir grossissant des maux de notre société en matière de gestion des ressources. Dans un espace réduit, ce pays concentre toutes les dérives d'une société du spectacle, des dérives consuméristes. Certains disent qu'il y aura du solaire pour faire fonctionner tout cela. Mais la réalité c'est qu'aujourd'hui le Qatar produit la plupart de son électricité dans ses centrales thermiques !

Malgré ça les dirigeants de la FIFA n'ont pas hésité à bouleverser tous les calendriers des championnats de foot des nations sélectionnées pour attribuer cette compétition en période hivernale à un pays où les conditions météorologiques sont inadaptées pour la pratique du sport de très haut niveau. Dieu merci les stades seront climatisés et les ressources en eau du pays mobilisées ! Mais il y a tant d'argent à gagner sur le dos des travailleurs, sur celui de l'environnement que bien peu de voix s'élèvent pour dénoncer cette gabegie et donc boycotter cet évènement. Ainsi l'apathie (ou peut-être l'appétit) des dirigeants de la Fédération Française de Foot (entre autres) qui a déjà écarté toute idée de boycott...

Alors, est-on tombé si bas pour ne plus avoir le courage de dire non à ces outrages ? Sommes-nous à notre tour devenus corrompus en profitant, douillettement installés devant nos superbes écrans plats, de

notre match quotidien ? Aurons-nous le courage d'expliquer à nos enfants attirés par la pratique du ballon rond que c'est grâce à l'argent sale du Qatar et à la complicité de nos gouvernants que ce spectacle leur est offert ? Cesserons-nous de leur acheter le maillot Fly Emirates symbole d'un pays esclavagiste au dirigeant assassin ? Que leurs stars préférées se rendent aussi coupables en acceptant de venir jouer dans des stades bâtis par des esclaves où les pelouses verdoyantes se nourrissent des cadavres des travailleurs morts à la tâche ?

Tant pis pour les morts, tant pis pour la planète, ce Mondial aura bien lieu. La France ne décevra pas le Qatar, cet état gazier si précieux aux yeux de Macron qui compte sur Total Energies pour remplacer le gaz russe ! (il a d'ailleurs fait les mêmes sourires au dictateur algérien ou au prince assassin saoudien pour acheter leur gaz ou pétrole). Eh oui, il s'agit d'intérêts supérieurs et en ces temps incertains on est pas à un reniement près... « Paris vaut bien une messe » disait le bon roi Henri... Macron le plagie : « la cuisine au gaz vaut bien un Mondial au Qatar » ! Et il a le culot de venir nous parler de... sobriété !

La coupe du monde de foot au Qatar, c'est le plus grand bras d'honneur lancé à la face de ceux qui veulent encore croire à une humanité vertueuse capable de s'adapter aux défis du temps présent. Le Président français de 2010 porte une bien lourde responsabilité car il a usé de toute son influence pour l'attribution de cette compétition à ses copains qataris (et il leurs a aussi vendu le PSG). MAIS QU'EST-CE QU'ON VA FOUTRE LA-BAS ! S'il ne reste que peu de temps pour l'empêcher il y a toujours la possibilité de combattre cet abrutissement... en éteignant sa télé du 20 novembre au 18 décembre !



PAPETERIE CHAPELLE DARBLAY

Vous faites partie des plus de 50 000 personnes qui ont affiché leur soutien aux salarié·es de la papeterie Chapelle Darblay, menacée de fermeture définitive.

Grâce à vous et grâce à une alliance sans précédent entre syndicats, mouvements sociaux et organisations écologistes, Chapelle Darblay est sauvée ! La seule usine en France capable de produire du papier journal et d'emballage 100% recyclé va pouvoir reprendre ses activités. Grâce à vous et aux milliers de citoyennes et citoyens qui ont rejoint cette lutte écologique et sociale, plus de 200 emplois vont pouvoir être préservés. C'est aussi un véritable modèle d'industrie vertueuse pour la transition écologique qui va pouvoir être maintenu, dans la logique d'une économie circulaire, avec sa chaudière biomasse, sa station d'épuration et la possibilité

tant revenir. Nous serons évidemment aux côtés des salariés, avec vous et avec les militants et militantes de l'alliance pour une rupture écologique et sociale. Plus jamais ça, afin de veiller à ce que les engagements des repreneurs soient tenus. Nous comptons sur vous pour poursuivre ce combat écologique et social, sur d'autres terrains. Vous pouvez dès à présent rejoindre l'un de nos nombreux collectifs locaux. Plus jamais ça

Suivre le compte Twitter @Collectif_PJC

Partager la bonne nouvelle de la victoire de Chapelle Darblay



d'acheminer le papier recyclé par la Seine ou par le rail. Que s'est-il passé ? Après presque trois ans de luttes, une action de blocage devant Bercy et de nombreux rebondissements, la métropole de Rouen a préempté le site et les machines puis a signé l'acte de vente à un consortium d'industriels, Fibre Excellence et Véolia, le 11 mai. Celui-ci s'est engagé à sauvegarder l'intégrité de l'outil industriel et à réembaucher la grande majorité des salariés souhai-

Merci à vous et à toutes celles et ceux qui ont rendu cette victoire sociale et écologique possible !

D'autres luttes et d'autres victoires collectives nous attendent. Solidairement,
Les membres du collectif
«Plus jamais ça»

PETITS BILLETS D'HUMEUR

Et maintenant, des Jeux d'hiver en plein désert : vive le cynisme hors pistes !

On dirait un canular, mais non, les Jeux asiatiques d'hiver de 2029 se dérouleront bien dans le désert d'Arabie saoudite. Ainsi en a décidé le Conseil olympique d'Asie (OCA), à l'unanimité et en pleine polémique sur le Mondial de foot au Qatar. « Les températures descendent en dessous de zéro degré en hiver », justifie mollement les promoteurs du projet Neom, la future mégapole qui accueillera les festivités. Car oui, tout reste à construire, à commencer par la délirante ville de science-fiction avec taxis volants, lune artificielle et buildings démentiels (notamment deux bâtiments de près de 500 mètres de haut et 170 kilomètres de long, prévus pour abriter 1,5 million d'habitants à l'horizon 2030 et 9 millions d'ici 2045) que le prince héritier Mohammed ben Salmane – oui, l'homme qui a fait découper un journaliste en rondelles – rêve de faire émerger des dunes de sable. Notre maison brûle ? Soufflons sur les braises ! À ce niveau de cynisme et de bêtise, on ne sait plus trop quoi dire, les mots et les émotions nous viennent dans le désordre. Neom n'est pas une aberration écologique, c'est une obscénité. Un poison, aussi. Chacun constate à quel point le découragement gagne les esprits. Les élans se brisent face aux montagnes qu'il nous faut collectivement soulever, si l'on veut que cette planète demeure à peu près habitable. Au fond, on ne sait trop ce qui est le pire : l'impudence abyssale de ceux pour qui tout est à vendre, et peu importe les dégâts. Ou la lassitude désespérée qu'elle provoque, cette tentation de désertifier le champ de bataille environnemental ...

Marc Belpois (Télérama)

BURKINA FASO, DE MAL EN PIS !

Après l'inauguration des classes en Janvier 2019, le projet de forages et d'installation de pompes dans le même village de Kouaré pour faciliter la vie des femmes était pour nous un nouveau défi qui compte tenu de la COVID et de la dégradation de la sécurité dans le pays n'a pas pu se faire.

D'autre part, l'état avait lancé un plan d'installation de pompes et le village en a bénéficié.

Une nouvelle demande nous a été remontée par la population concernant une autre classe dans un secteur de brousse à une dizaine de kilomètres du centre du village. Nous y avons répondu favorablement et nous avons transféré l'argent à notre homme de confiance. Dans un contexte particulièrement anxiogène, il a trouvé des artisans, des transporteurs, les matériaux et cette nouvelle classe est désormais opérationnelle.

Ce pays traverse une situation dramatique tant au niveau de la sécurité qu'économiquement. Un million sept cent mille personnes soit 10% de la population sont déplacées, toutes les zones frontalières sur 100 km au nord, à l'est et au nord-ouest sont en proie au terrorisme et les produits de base ne cessent d'augmenter. La situation politique n'est guère meilleure puisqu'une junte militaire dirige actuellement le pays après un premier coup d'état les 23 et 24 janvier 2022. Un nouveau coup d'état le 30 septembre 2022 vient de placé un jeune capitaine à la tête du Burkina Faso. D'autre part, l'hostilité à la France relayée par les réseaux sociaux se manifeste dans la capitale et dans les principales villes du pays. A la manœuvre, des influenceurs pro-russes relayés par les réseaux sociaux et derrière tout cela, le groupe Wagner qui comme au Centrafrique ou au Mali a pour objectif de proposer ses services pour soi-disant assurer la sécurité face au djihadisme mais surtout mettre la main sur les richesses du sous-sol (or, manganèse, cuivre...) et occuper une position stratégique et géopolitique dans

cette zone de l'Afrique.

L'attaque d'un poste de gendarmerie à Inata le 14 Novembre 2021 par le Groupe de Soutien à L'Islam et aux Musulmans (GSIM), 50 morts et une vingtaine de disparus, entraîna à sa perte le président civil Roch Marc Kaboré, incapable d'organiser l'armée et de mettre en place une stratégie pour venir à bout du terrorisme.

Le coup d'état de Janvier 2022, pla-



çait un lieutenant-colonel qui promettait de faire de la sécurité son cheval de bataille. Après une accalmie, les actes terroristes reprenaient de plus belle et le 26 Septembre, l'attaque d'un convoi de 150 camions de ravitaillement pour la ville de Djibo sous blocus jihadiste, faisant une centaine de morts, a été fatal au président colonel Damiba. Un nouveau coup d'état l'a renversé et la situation du pays est alarmante. Nous sommes de tout cœur avec les populations des villages qui souffrent et qui ne demandent qu'une chose : La paix et un retour à une vie normale.

Nous avons décidé de poursuivre notre action de solidarité mais en la recentrant sur des actions d'aide essentielle à la vie des populations. Nous serons certainement sollicités pour que les plus démunis puissent manger, pour que les familles puissent scolariser leurs enfants et acheter des fournitures scolaires. Ce sera notre priorité dans cette période difficile.

Pour cela, il est nécessaire de remobiliser nos donateurs. Les retraité(e)s, les actifs et actives, les syndicats qui se sentent concernés sont invités à faire un don avant la fin de l'année pour que nous puissions répondre aux sollicitations de nos amis du village.

Vous pouvez adresser vos chèques à UFR SUD-Rail en notant au dos : Solidarité Burkina.

Vous pouvez aussi faire un virement mensuel selon vos moyens. Renseignez-vous auprès du bureau de la liaison.

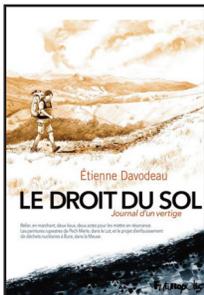
Merci pour eux



Notre vie chez les riches, Livre, Michel Pinçon et Monique

Pinçon-Charlot

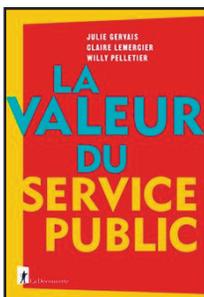
Le célèbre couple de sociologues de la bourgeoisie livre son autobiographie, des mémoires qui retracent près de six décennies d'une vie studieuse, amoureuse et engagée. L'un issu d'une famille ouvrière des Ardennes, l'autre fille d'un notable de Lozère, ils se rencontrent en 1965 à la bibliothèque de la faculté de Lille. Ils ne se quitteront plus. Études de sociologie, mariage précipité, séjour en coopération dans le Sahara marocain, rencontre avec Pierre Bourdieu, entrée au CNRS et puis, à la fin des années 1980, décision...



Le droit du sol. Journal d'un vertige, Daniel Davodeau Edition

Futuropolis

Daniel Davodeau est un auteur de bande-dessinée. Dans celle-ci il met en image tout son périple à pied, du Lot à la Meuse, soit 800 km environ. Parti de la grotte de PECH MERLE où nos ancêtres nous ont laissé en héritage, parmi les trésors de l'humanité, de magnifiques peintures rupestres datées de 20 000 à 30 000 ans, il rejoint le petit village de BURE, à la limite de la Meuse et de la Haute-Marne, où nos contemporains, avec CIGEO, projettent de laisser un autre héritage, empoisonné celui-là pour des centaines de milliers d'années, en enfouissant à 500 m sous terre les déchets les plus radioactifs produits par l'industrie nucléaire en quelques décennies. Quelle injure faite aux générations à venir ...

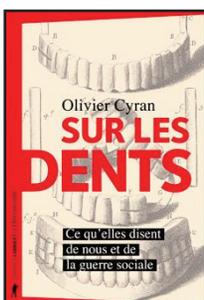


La valeur du service public. Julie Gervais, Claire Lemerrier,

Willy Pelletier. Ed. La Découverte.

Qui veut la peau du service public ? Pourquoi, et au détriment de qui ? Qui sont les commanditaires et les exécuteurs du massacre en cours au nom de la modernisation ? Quels sont leurs certitudes, leur langage, leurs bonheurs et leurs tourments ? Comment s'en tirent les agents du service public quand leurs métiers deviennent missions impossibles ? Comment s'en sortent les usagers quand l'hôpital est managérialisé, quand les transports publics sont dégradés ?

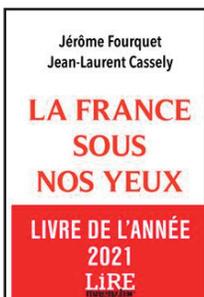
Ce livre raconte les services publics : ceux qui ont fait vivre des villages et ceux qui ont enrichi des entreprises, les guichets où on dit « non » et ceux qui donnent accès à des droits. Il combat les fausses évidences qui dévalorisent pour mieux détruire – les fonctionnaires trop nombreux, privilégiés, paresseux.



Sur les dents. Ce qu'elles disent de nous et de la guerre sociale. Olivier Cyran. Ed. La découverte.

Pourquoi persistons-nous à avoir mal aux dents ? Pourquoi sommes-nous si nombreux à souffrir de nos crocs malades, abimés ou perdus, alors que les soins dentaires sont prétendument gratuits et accessibles à tous ? Que penser d'un système qui incite les dentistes à bâcler les soins « Sécu » et à privilégier les traitements à haute valeur ajoutée ? Comment admettre que le sort d'un organe aussi prodigieusement vital et riche en significations dépende de notre place dans la hiérarchie sociale ?

Personne n'ignore l'importance des dents comme outil de mastication, territoire intime et carte de visite tendue aux yeux du monde. Pourtant, les inégalités d'accès aux soins condamnent des millions de personnes à une vie atrophiée. Il est temps de mettre à nu ce système, sa logique et ses intérêts, et de réclamer quelques comptes.



La France sous nos yeux. La France sous nos yeux. Jérôme Fourquet, Jean-Laurent Cassely. Ed. Seuil.

Qu'ont donc en commun les plateformes logistiques d'Amazon, les restaurants de kebabs, les villages de néo-ruraux dans la Drôme ? Rien, bien sûr, sinon que chacune de ces réalités économiques, culturelles et sociales occupe le quotidien ou nourrit l'imaginaire d'un segment de la France contemporaine. Or, nul atlas ne permet de se repérer dans cette France nouvelle où chacun ignore ce que fait l'autre. L'écart entre la réalité du pays et les représentations dont nous avons hérité est dès lors abyssal, et, près d'un demi-siècle après l'achèvement des Trente glorieuses, nous continuons à parler de la France comme si elle venait d'en sortir. Pourtant, depuis le milieu des années 1980, notre société s'est métamorphosée en profondeur, entrant pleinement dans l'univers des services, de la mobilité, de la consommation, de l'image et des loisirs. C'est de la vie quotidienne dans cette France nouvelle et ignorée d'elle-même que ce livre entend rendre compte à hauteur d'hommes et de territoires.

MORT DE MICHEL PINCON

Michel Pinçon vient de mourir ce mercredi 28 septembre 2022. Avec sa femme Monique Pinçon-Charlot, ils formaient un emblématique duo de sociologues. Elle, une fille de bourgeois, lui un môme de prolo et eux deux, devenus les intellos les plus populaires et les plus battants pour proposer à tous une boîte à outils pour démonter ce monde et en bâtir un autre. Pas moins. Le monde qu'ils ont démonté pièce par pièce, c'est celui des riches, celui de la grande bourgeoisie, un monde jusque-là très peu étudié par les sociologues. Ils ont montré le système de réseau, d'allégeance et de solidarité qui soude le monde des dominants alors que la classe populaire, bien plus nombreuse pourtant, a perdu les liens qui l'unissaient. Bien peu de chercheurs « engagés » resteront aussi longtemps utiles à leurs semblables. « Il faut mener une lutte solidaire et joyeuse », disait Michel. Et Monique approuvait. Ou bien c'était le contraire, c'est elle qui le disait et lui qui approuvait. Des oiseaux inséparables, dites à la mort qu'elle n'y peut rien. Michel s'en va, Monique est là, le combat continue...

En guise d'hommage, après « Le Président des riches » dons nous vous avons déjà parlé dans ces mêmes colonnes, nous vous présentons aujourd'hui leur dernier ouvrage : «Notre vie chez les riches»

Fédération SUD-Rail Tel : 01.42.43.35.75 sud.rail.federation@gmail.com, ww.sudrail.fr
Liaison retraité-e-s 17 Bd de la Libération 93200 Saint Denis Tel 01 42 43 99 77
liaisonretraites@retraitesudrail.org - Blog : www.retraitesudrail.org

